

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75 861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

Stoléru prépare la répression

## NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES GREVISTES DE LA SONACOTRA



Le gouvernement s'apprête à porter de nouveaux coups aux travailleurs immigrés. Par l'intermédiaire de Stoléru, non content de leur faire endosser avec ses amis du CNPF, la responsabilité du chômage, il les désigne comme ayant des responsabilités dans la « situation de violence » dont on sait qu'elle vient de la bourgeoisie elle-même et qu'elle est utilisée par le pouvoir à des fins répressives.

Dans une lettre adressée à Bonnet, ministre de l'Intérieur, Stoléru attaque en termes non-voilés les résidents des foyers Sonacotra et le Comité de coordination. Dans cette lettre, il parle de « l'ambiance mauvaise » dans les foyers, « qui tend à se dégrader ». Aux problèmes économiques que

pose la grève des foyers, dit-il « s'ajoute de plus en plus des problèmes de violence. Les directeurs des foyers et leur famille sont souvent menacés et même agressés ». Pour preuve, Stoléru monte en épingle un misérable fait : l'agression dont a été victime un certain Barlesi, gardien du foyer d'Argenteuil, qui a eu le nez fracturé.

Stoléru attaque le Comité de coordination qui selon lui, « semble contribuer à ce climat de violence ». Le ministre des expulsions demande à Bonnet des mesures et en premier lieu de porter l'affaire Barlesi devant les tribunaux et surtout d'enquêter sur le Comité de coordination, sur sa légalité afin sans doute de préparer la répression contre

lui.

Ainsi, la campagne sur la violence et l'insécurité débouche (et tel est son but) sur la répression des travailleurs et en premier lieu des travailleurs immigrés.

Après une longue campagne bien orchestrée sur les « dangers » de la grève dans les foyers, la violence et le

climat d'insécurité qui y règnent, voilà que M. Stoléru, tristement célèbre pour les mesures racistes contre l'immigration qui portent son nom, s'en prend au Comité de coordination des foyers Sonacotra qu'il ose désigner comme instigateur de cette violence.

(Suite page 7)

DANS CE NUMERO  
4 PAGES DE L'UNION  
OUVRIERE ET PAYSANNE  
POUR LA DEMOCRATIE  
PROLETARIENNE

Ces 4 pages sont communes  
au Quotidien du peuple et  
à l'Humanité rouge

Editorial

### Giscard : une politique étrangère incohérente

Il n'est guère d'usage dans les campagnes électorales des partis bourgeois, de la majorité comme de l'opposition, de s'appesantir sur les options en matière de politique étrangère. Celles-ci pèsent pourtant très lourd dans les querelles des différentes forces politiques, candidates à la gestion du capitalisme.

En consacrant, à la veille de l'ouverture officielle de la campagne électorale, l'un de ses « entretiens au coin du feu » à la politique étrangère, Giscard faisait hier une entorse à cette tradition. C'est qu'il sait enfoncer là un coin efficace dans la propagande de ses concurrents, divisés et embarrassés sur cette question.

D'une part, Mitterrand n'a guère de propositions originales à avancer par rapport aux grandes orientations de la politique étrangère des monopoles français, d'autre part, tout en criant très fort à l'« atlantisme » de la politique giscardienne. Marchais se soucie assez peu de développer son propre projet ayant pour conséquence d'attacher la France au char de Moscou. Une telle position trop ouvertement affichée, risque, en effet, de ne guère faire recette au plan électoral.

C'est pourquoi Giscard a choisi de faire une offensive sur ce terrain. Mais ce faisant, il a témoigné une nouvelle fois des contradictions et des incohérences de sa politique en ce domaine.

A l'heure où les deux super-puissances se livrent à un duel acharné pour la domination de l'Europe, il a réaffirmé la volonté d'indépendance de la France et sa préoccupation de resserrer les liens politiques entre les pays européens, ce qui, en soi, est positif. Mais il a, une nouvelle fois, menti au peuple et favorisé objectivement l'agressivité de l'URSS en vantant les « progrès » de la détente, « les relations confiantes de la France et de l'URSS dans tous les domaines », et l'« apaisement » dans les rapports entre les deux superpuissances.

Il ne peut aussi que combler d'aise le Kremlin en réaffirmant une nouvelle fois que « la question des droits de l'homme et celle de la détente sont deux choses différentes ».

Giscard est d'ailleurs contraint de se contredire lui-même en reconnaissant que l'offensive militaire soviétique contre la Somalie est contraire à la détente et que la course aux armements, loin de se ralentir, au contraire s'accélère.

Pourquoi alors le gouvernement français, comme ceux des autres pays européens, s'obstine-t-il à refuser toute aide à la Somalie, victime de cette agression ? Pourquoi, si ce n'est pour ne pas indisposer Brejnev avec lequel Giscard souhaite conclure de fructueuses affaires ?

L'affirmation vertueusement indignée selon laquelle « personne dans le monde ne peut penser sérieusement aujourd'hui que la France nourrit un quelconque projet impérialiste en Afrique » est particulièrement cynique alors que la France participe à l'agression contre le peuple sahraoui et continue de piller les ressources de nombreux pays africains.

Quant à la déclaration selon laquelle « il serait inacceptable que les citoyens algériens subissent en France des mauvais traitements, des injustices, voire des agressions sans bénéficier de la protection du gouvernement », elle fait tout simplement bondir par son impudence à l'heure où les assassins de tant et tant de travailleurs immigrés bénéficient toujours de la plus parfaite impunité.

LORIENT

SAMEDI 11 FEVRIER

Rassemblement régional  
de l'Humanité rouge

13 h 30 : informations, débats...  
16 heures : meeting :  
- Lutttes ouvrières et paysannes  
- Intervention centrale par Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal.  
- Présentation des candidats de « L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne » de la région Bretagne.

PARIS 19e

LES OUVRIERS DE PHYDOR  
OCCUPENT  
ARTICLE PAGE 8

## Pérou

Cinquante-quatre dirigeants syndicaux péruviens observent actuellement à Lima une grève de la faim pour obtenir la réintégration de plusieurs milliers de travailleurs à la suite de la grève générale de juillet dernier. Sept d'entre eux ont entrepris le mouvement le 28 janvier, treize le 4 février et enfin trente-quatre autres le 6 février.

Les cinquante autres grévistes se sont rassemblés dans divers établissements religieux de la capitale. Les sept premiers ont été transférés dans un hôpital de la police où ils poursuivent leur mouvement.

Les trente-quatre derniers ont fait savoir qu'outre la réintégration des ouvriers licenciés, ils réclamaient le retour des exilés politiques et sociaux. Ils ont aussi déclaré que d'autres travailleurs observaient comme eux des grèves de la faim dans les villes de Trujillo et de Cuzco.

## Guatemala

Environ 20 000 assassinats politiques ont été commis depuis 1968 au Guatemala, qui est l'un des pays les plus répressifs d'Amérique latine rapporte un organisme international spécialisé sur les questions des droits de l'homme.

« Les souffrances provoquées par le tremblement de terre, qui fit 22 000 morts en 1976, n'étaient guère plus graves que le désastre, d'origine humaine celui-ci, qui affligea le Guatemala au cours des dix années précédentes », souligne le rapport.

Il est précisé que 15 000 personnes ont été tuées de 1970 à 1974 par des groupes d'extrême-droite soutenus officiellement par le gouvernement de Carlos Arana.

## El Salvador

Environ trente travailleurs salvadoriens occupent depuis mardi la cathédrale de San Salvador et réclament la libération de dix-sept de leurs camarades, ouvriers dans la centrale sucrière Izalco, actuellement emprisonnés pour participation à la grève jugée illégale par le gouvernement.

Les grévistes emprisonnés sont en outre accusés de s'être appropriés les installations de la centrale sucrière et de détention d'armes et d'explosifs. Les occupants de la cathédrale avaient déjà occupé vendredi dernier le bureau de l'UNO à San Salvador, réclamant une enquête sur la situation des droits de l'homme dans le pays.

# Camps de concentration et prisons en Argentine

Mercredi 8 février a eu lieu une conférence de presse sur les femmes détenues politiques en Argentine. Cette conférence était présidée par cinq femmes dont Simone de Beauvoir, Maria-Antonietta Macciocchi et Delphine Seyrig qui se sont données pour but de faire connaître le sort des femmes qui refusent le gouvernement fasciste de Videla afin que soient entamées des actions en faveur de ces dernières.

Cette conférence, ce fut celle des femmes argentines réfugiées en France ; elles ont exposé leur cas personnel en expliquant à chaque fois que le sort qu'elles ont connu est celui de milliers de personnes et qu'elles font partie de la minorité privilégiée qui put s'exiler.

Le premier témoignage est celui d'Estella Pary Cornalea. Elle raconte son passage dans un camp de concentration. Le 24 novembre 1976, la police entre chez elle, armes au poing, pour arrêter son mari qui était membre du syndicat des médecins et défenseur des droits de l'homme en ce qui concerne les violations du système médical en Argentine. Ils sont tous deux emmenés dans un camp de concentration. Son mari est battu, torturé, frappé. Quant à elle, elle est envoyée dans une salle de dépôt où toutes les personnes entassées ont une cagoule sur la tête, les menottes aux poignets, et les fers et chaînes aux pieds. Là, elle doit comme tous les autres passer les journées et nuits dans une caisse d'un mètre sur un mètre couchée

sur le sol. Une musique très forte les empêche d'entendre les cris de ceux qui sont torturés. Les rares fois où elle eut le privilège d'aller dans la salle de bain, elle put voir des enfants de trois ou quatre ans et une autre fois elle put apercevoir grâce à un trou dans sa cagoule, son mari qui avait toute la peau brûlée, une épaule disloquée. Elle a pu s'exiler en France mais son mari reste toujours détenu dans les geôles de Videla.

Autre témoignage, celui d'une jeune femme de 20 ans qui vient d'arriver en France après avoir passé trois ans en prison. Détenu bien qu'acquittée, (elle avait été arrêtée ainsi que son mari pour détention de livres parfaitement légaux), elle raconte à quel point se sont aggravées les conditions de



PARA QUE USTED Y SU FAMILIA  
PUEDAN CELEBRAR EN PAZ EN EL EJERCITO HAY ARGENTINOS  
QUE ESTAN HACIENDO GUARDIA.  
**PROTEGER ES QUERER.  
FELICES FIESTAS.**

Une image de la propagande quotidienne, officielle du gouvernement argentin. Ici, pour les fêtes de fin d'année : « Pour que vous et votre famille puissiez célébrer Noël et le nouvel An en paix, il y a dans l'armée des Argentins qui montent la garde : « Protéger c'est aimer, Joyeuses fêtes ».

détention après le coup d'Etat du 24 mars 1976. Les brimades humiliantes deviennent quotidiennes, on sépare les enfants de leurs mères, les visites des familles sont interdites, la nourriture déficiente. Les châtiments sans aucune raison pleuvent. Elle a pu voir une jeune femme attachée nu-pieds et les mains liées à des fers, exposée dans la cour de la prison en plein hiver durant cinq heures... De temps à autre, on lui jetait des seaux d'eau glacée. Au bout de cinq heures on la renvoie dans sa cellule sans couverture. Quelques temps plus tard, un autre camarade

subit le même supplice, mais cette fois avec une violence accrue : il meurt à la suite de ce châtiment.

Ce ne sont que quelques cas mais ils illustrent la barbarie fasciste qui sévit dans tout le pays. Les tortures cèdent parfois la place aux assassinats. Quarante camarades de cette femme qui a apporté son témoignage sur la prison furent jetés de la prison dans la rue puis fusillés « pour tentative de fugue ».

C'est dans une terreur difficilement concevable que vivent les prisonniers politiques en Argentine. Toutes les tentatives sont

utilisées pour semer la division entre les détenues qui s'unissent, comme l'appel à la délation, mais rien n'empêche la solidarité.

Cette même jeune femme raconte qu'elle fut envoyée dans une autre prison où les détenues étaient entassées dans une même salle. Malgré les interdictions, elles organisaient des cours, chacune faisant part de ses connaissances aux autres, mais à quel prix ! Un exemple : si l'une d'elles était surprise en train de chanter elle écopait 10 jours de châtiments.

A la conférence, on a pu aussi entendre des femmes de disparus qui expliquèrent les démarches qu'elles ont pu faire pour savoir ce qu'étaient devenus leurs maris, leurs enfants et à quels obstacles elles devaient se heurter. Elles ont expliqué aussi la coordination criminelle des polices du cône sud de l'Amérique, notamment entre la police argentine avec celle de Bolivie, du Paraguay, etc.

Autant de faits qui prouvent que les méthodes connues par les peuples européens durant la domination nazie et fasciste sont encore bien vivantes en Argentine.

Il faut rompre le mur du silence, en particulier en ce qui concerne la dictature de Videla que la bourgeoisie, PCF en tête présente comme un démocrate. Faire connaître cette situation est très important mais il ne faut pas en rester là ; il faut aussi populariser et soutenir toutes les luttes menées par le peuple argentin contre cette dictature.

## ● Zambie Raids des troupes rhodésiennes

Les troupes rhodésiennes ont fait de nouveaux raids contre la Zambie ; elles ont encerclé toute une partie du territoire où sont situés les camps de nationalistes du Front patriotique. Cinquante guérilleros furent tués au cours de ces raids. L'an dernier, un commando du même type avait tué huit soldats zambiens.

Le gouvernement raciste de Rhodésie n'hésite pas à intervenir dans les États voisins pour poursuivre la répression contre ceux qui mènent la lutte armée.

Les atrocités envers tous

les Noirs sont monnaie courante dans le pays même à tel point qu'en septembre dernier, des accusations avaient été portées contre des membres de la cavalerie rhodésienne, les « Grey Scout » : la presse avait publié des récits de témoins oculaires. Le gouvernement fut contraint de lancer une enquête officielle et le représentant militaire vient de faire savoir qu'aucune poursuite judiciaire ne sera menée contre ces individus. Il a indiqué que « les poursuites, n'aboutiraient à rien » faute de preuves !

## A l'occasion du 10e anniversaire du PCMLF félicitations de la Ligue communiste d'Autriche

Chers camarades,

Le Comité central de la Ligue communiste d'Autriche, vous envoie ses salutations révolutionnaires les plus chaleureuses à l'occasion du 10e anniversaire de la fondation de votre parti. Nos deux organisations sont liées étroitement l'une à l'autre par le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung, ainsi que par l'internationalisme prolétarien. Nous espérons que les relations entre nos deux organisations s'approfondiront encore à l'avenir.

Notre organisation a tenu en janvier, sa première conférence nationale ordinaire. Cette conférence a été un pas important dans la lutte pour la construction d'un parti marxiste-léniniste révolutionnaire en Autriche (...)

Avec nos chaleureuses salutations communistes.

Walter Lindner  
Secrétaire du C.C.

# union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

## NOUS EN AVONS ASSEZ

Nous publions ici des extraits de la profession de foi des candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne. Bien entendu, ces professions de foi seront complétées localement par les différents candidats. Mais le Comité d'initiative national a estimé nécessaire qu'une partie commune résumant les propositions de l'UOPDP se retrouve dans les professions de foi de tous les candidats. Au candidat localement de faire précéder ce texte d'une présentation de sa circonscription, des luttes qui s'y sont menées, des problèmes qui s'y posent, et de conclure ce texte en présentant sa candidature, sa biographie, et en appelant les travailleurs à le soutenir.

La crise frappe tout le pays :  
— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.  
— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.  
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.  
— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.  
— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme commun et l'union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :  
— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme bureaucratique d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS, des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'Etat du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuseront de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes, avec le Tiers Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superpuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assument réellement le pouvoir, la direction de la société.

**Votez  
pour les candidats\*  
de l'UOPDP**

\* Ces candidats sont soutenus par les communistes fidèles au marxisme-léninisme et à la pensée Mao Tsé-toung

## union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Chirac menace... Giscard prépare un nouveau plan Barre...

Mitterrand veut gérer la crise... Marchais prépare le capitalisme d'Etat

**NON AUX POLITICIENS BOURGEOIS !  
OUI AUX LUTTES DE CLASSE !  
PREPARONS L'APRES-MARS 1978 !  
AVANÇONS VERS LE SOCIALISME !**

**dimanche 26 février**

**14 h Mutualité**

**Métro Maubert Mutualité**

21, rue de Valenciennes 75013 Paris

# GRAND MEETING DE LA REGION PARISIENNE

**PRESENTATION DES PROPOSITIONS  
ET DES CANDIDATS DE L' U.O.P.D.P.**

**L'U.O.P.D.P. 3, rue Jean-Robert, 75018 Paris, tél : 607 23 75**

## A TRAVERS LA LUTTE DES POSTIERS

**Le sens de notre campagne**

Les PTT secouées à un mois des élections par un conflit d'importance, mettant en mouvement des milliers et des milliers de postiers ! Voilà une preuve de ce que nous ne cessons d'affirmer : les travailleurs, de plus en plus, comptent d'abord sur leur lutte, et n'attendent guère, ni des élections, ni de quelque parti, de droite ou

de gauche qui se disputent le gouvernement de la France capitaliste !

Voilà aussi qui permet de mieux voir le sens des campagnes que mène chaque parti, de ce qu'ils proposent pour demain et comment ils le préparent aujourd'hui.

Suite, page 2

### A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge publient simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

# A TRAVERS LA LUTTE DES POSTIERS

## Le sens de notre campagne

(Suite de la Une)



Pour ceux de la majorité, qui gouvernent maintenant depuis 20 ans, les choses sont simples et claires, à force de toujours se renouveler : aux PTT aussi, on restructure, on rentabilise, on s'attaque aux avantages acquis, on intensifie le travail, la répression et on baisse les salaires. Comment ? En créant des centres de tri automatiques et modernes qui, bien sûr, n'annoncent aucune amélioration pour les postiers, mais au contraire licenciements et bas salaires ; pour faire passer ça « en douceur », on crée des nouvelles catégories d'emplois (les vacataires faciles à vider et sous payés, comme les jeunes embauchés dans le cadre du plan Barre pour l'emploi des jeunes à 1 300 F et 120 heures par mois) ; on crée l'instabilité (mutations multipliées), l'insécurité (P.V. et sanctions à tout propos...)

Alors pour eux, qu'est-ce que l'affaire

Llamas, ce vacataire vidé parce que « son comportement entraînait des perturbations dans le fonctionnement de son équipe », et si mal aimé par l'équipe ainsi perturbée que ses camarades l'imposent au travail depuis plus de trois mois ?

L'affaire Llamas, c'est une « affaire disciplinaire mineure ». Pensez : il y a là dessous le droit de la direction de vider quand bon lui semble notamment les vacataires ; il y a là dessous la lutte de tous les postiers pour leur emploi et leurs conditions de travail : un rien ! C'est pour ce rien qu'ils ont bougé en si grand nombre !

Bref, les partis au pouvoir, c'est le mépris des travailleurs, c'est l'exploitation renforcée : c'est le capitalisme à visage ouvert ! Et le ministre Segard des PTT, qui prend des mesures spéciales pour mieux

assurer le service des capitalistes (courrier spécial entreprise Postadex), qui se présente à Lille sous les couleurs de la majorité, a envoyé les CRS contre les postiers de Créteil pour veiller sur leur emploi et leurs conditions d'existence.

Face à lui, c'est un postier, un simple postier, Marc Leblanc, qui est candidat de notre Union ouvrière et paysanne, pour dénoncer les méfaits du capitalisme et de ses gérants !

Et du côté de l'opposition ?

Le PCF, c'est bien connu, est le champion des nationalisations, et dans les PTT nationalisées, il est fort implanté ! A tel point qu'aux PTT, de nombreux cadres sont au PCF jusqu'au plus haut niveau ! Et cet encadrement là, c'est lui qui sanctionne, qui dresse les P.V. et qui, en fin de compte, licencie : J.-P. Menvielle, le candidat suppléant de notre Union à Paris (10<sup>e</sup> circonscription) a vu sa titularisation repoussée avec l'accord des délégués syndicaux FO comme CGT et a en fin de compte été licencié parce qu'en tant qu'inspecteur, il refusait le rôle de garde-chiourme qu'on voulait lui faire jouer !

C'est que la hiérarchie, la discipline, les dirigeants de la CGT en ont une conception bien mise en lumière par le résultat d'une enquête parmi les adhérents cadres aux PTT : discipline, contrôle des horaires, chasse aux temps morts, c'est bien là le rôle des cadres aux yeux aussi des dirigeants de la CGT. Voilà ce que dit cette enquête qui promet pour le jour où les dirigeants du PCF, ayant pénétré plus avant dans les rouages et au gouvernement de l'État capitaliste, pourraient exercer leurs compétences à une échelle bien plus vaste, dans un « secteur public et nationalisé » bien plus important !

On connaît aussi des cadres PTT membres du PS dont la réputation n'est pas meilleure que leurs pires collègues de F.O.

Georges Sarre, actuel membre de la direction du PS, est passé par la filière des cadres PTT.

Il va sans dire que les postiers membres de base de ces partis n'ont pas grand chose de commun avec ce genre d'individus !

Mais qu'ont-ils fait ces partis, à Créteil, et dans les développements de cette dernière lutte ?

Ceux au pouvoir ont envoyé les CRS et déversé leur haine sur des postiers qui, « pour un rien », remettaient en cause le service public (eux aussi savent en parler du service public, et tous parlent bien du même : celui que les postiers devraient assurer sans broncher, à n'importe quelles conditions).

Les partis de gauche, eux, ont fait beaucoup de bruit : c'est cela, leur campagne. Ils en ont profité pour déverser leur petite camelote : « Votez pour nous, il faut des ministres communistes », etc.

Cathala, maire PS de Créteil, est venu se faire photographier devant un tas de sacs postaux en rade.

L'élégant Germa, toujours tiré à 4 épingles, le conseiller général du PC du Val de Marne a été reçu « en ami » par le directeur départemental PTT (ce sont ses termes, lui qui n'avait pas voulu recevoir les grévistes) : bien des postiers qui ont connu 74 ont trouvé cela fort louche ! Ils ont raison : pas plus qu'en 74, ces dirigeants ne voulaient la victoire ; ils ont seulement fait du bruit !

Notre Union présente de nombreux candidats postiers à Lille, à Strasbourg, à Aubagne, à Dijon, à Paris, en butte à l'administration et à l'encadrement répressif dans la lutte ; ils sont toujours aux côtés des postiers. La campagne, pour eux, c'était d'y être et toujours mieux, pour unir les postiers contre leurs exploités et préparer les vraies batailles des prolétaires : celles qui les conduiront au socialisme.

## DE NOUVEAUX CANDIDATS...

### COTE D'OR (1<sup>ère</sup>)

Agnès SALOMON, ouvrière électronique  
Aleth CAUSERET, infirmière

### YONNE (2<sup>e</sup>)

Alain THOMAS, instituteur  
Jean-Michel THENADEY, ouvrier

### CÔTES DU NORD (1<sup>ère</sup>)

Michel LEMEURE, ouvrier métallurgiste  
Jacques MARIE, ouvrier métallurgiste

### FINISTERE (1<sup>ère</sup>)

Jean-François GUIAVARCH, menuisier bâtiment  
Marie-Claire HOSTIOU, infirmière

### LOIRET (1<sup>ère</sup>)

Marie-France MANOURY, ouvrière d'Orléans  
Paul MERCY, agent hospitalier.

### LOIRET (2<sup>e</sup>)

Michel GAURANT, ouvrier métallo  
Alain DELACOUTE, cheminot

### MARNE (2<sup>e</sup>)

Johan THOMAS, ouvrier métallo  
Paule MOSARD, éducatrice

### DOUBS (2<sup>e</sup>)

Serge QUERON, ouvrier métallo  
Jean-Michel ELOY, enseignant

### TERRITOIRE DE BELFORT (1<sup>ère</sup>)

Nicole RIGOULOT, avocate  
Bernard MARION, ouvrier

### MEURTHE ET MOSELLE (7<sup>e</sup>)

Christian ICETA, instituteur  
Guy GAVOILLE, ouvrier métallurgiste

### MOSELLE (3<sup>e</sup>)

Alphonse LAUX, sidérurgiste (retraité)  
François INTROVIGNE, ouvrier métallurgiste.

### NORD (1<sup>ère</sup>)

Marc LEBLANC, employé PTT  
Anne-Marie FLAMME, ouvrière textile

### NORD (4<sup>e</sup>)

Ivanna POLISINI, enseignante  
Aïcha GIRARDIN, employée de bureau

### PAS DE CALAIS (1<sup>ère</sup>)

Jules BONTE, employé  
Marceau JOUHEN, ouvrière textile

### EURE (1<sup>ère</sup>)

Jean-Pierre HATTON, employé PTT  
Eric PLANQUOIS, éducateur

### BOUCHES-DU-RHÔNE (1<sup>ère</sup>)

Jean-Jacques BOSC, ouvrier  
Jean-Marie CAVAGNARA, employé

### ESSONNE (3<sup>e</sup>)

Pierre GODEFROY, employé  
Jacques DESCHAMPS, chercheur

### VAL D'OISE (1<sup>ère</sup>)

Pierre BOEDART, ouvrier bâtiment  
Patrick BARTHELEMY, ouvrier en chômage

### ISERE (2<sup>e</sup>)

Jean CHERHAL, ouvrier  
Yolande LIVIANI, animatrice

### ISERE (3<sup>e</sup>)

Michel DUBARRY, ouvrier textile  
Ivan SAMSON, étudiant

### SEINE SAINT-DENIS (2<sup>e</sup>)

Yves CHEVET, ouvrier transport  
Gilles BOILLOT, ouvrier

### SEINE SAINT-DENIS (7<sup>e</sup>)

Georges FERNANDEZ, employé Éducation Nationale  
Serge DENARIE, employé.

### RECTIFICATIF

— CORRE Milliau (et non Corre Milliot) et PERON J.C. sont candidats dans la 4<sup>e</sup> circonscription du Finistère (et non des Côtes du Nord)

— Le nom de la candidate ouvrière du livre de la première circonscription de Meurthe et Moselle est : Cicolella (et non Leblanc)

— Marne, 1<sup>ère</sup> : suppléante Marie Frelaux, laborantine et non Paule Musard.

## 80 % des candidats de l'UOPDP sont des ouvriers ou des employés

Expression du mouvement de masse et des luttes de la classe ouvrière, les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne sont eux-mêmes, dans leurs très grande majorité, des travailleurs. Qu'on en juge à partir de ces chiffres, issus de la première liste de candidats que nous avons publiée la semaine dernière : 58 % des candidats de l'UOPDP sont des ouvriers, 21 % des employés (agents hospitaliers, ou postiers pour la plupart), 10 % sont enseignants, 2 % paysans. Les 9 % restant sont des chômeurs, des techniciens ou des journalistes. Un candidat sur cinq de l'UOPDP est une femme.

Ces chiffres ont une signification : ils montrent que les candidats de l'UOPDP connaissent les problèmes du peuple travailleurs, puisqu'ils les vivent. Ils savent ce qu'est la misère, l'exploitation, puisqu'ils les vivent. Ils savent aussi ce que sont les luttes, puisqu'ils y participent et qu'ils les impulsent bien souvent.

Il n'est pas inintéressant de rapporter ces chiffres à la composition sociale des listes de candidats bourgeois. Ne parlons pas des partis de droite, ou même du PS : les notables, les cadres supérieurs, les hauts fonctionnaires y dominent. Le PCF, lui, prétend se présenter comme le parti des travailleurs.

L'Humanité du 3 janvier, en publiant la liste des candidats du PCF, titrait : « Le PCF, seul parti à présenter 46 % d'ouvriers et employés, 20 % de femmes ». En fait, le PCF présente moins de 30 % d'ouvriers (29,82 % très exactement), et encore compte-t-il parmi ces ouvriers le tourneur Marchais et le cheminot Leroy !

Par contre, 29 % des candidats du PCF sont des enseignants, et 13 % des ingénieurs et cadres.

Les candidats de l'UOPDP sauront dénoncer cette prétention du PCF à se prétendre le défenseur et le représentant des travailleurs.



**Joël PERRET**

**Ouvrier**

**Membre du Comité d'initiative nationale de l'UOPDP**

27 ans, marié, un enfant. Il commence son activité révolutionnaire en organisant des camarades du CET et du lycée technique contre l'école capitaliste qui prépare les jeunes à l'embrigadement et à l'usine.

Devenu ouvrier, après plusieurs emplois, il s'embauche chez Michelin. Il découvre la même année le marxisme-léninisme.

A Michelin c'est la rencontre brutale avec l'exploitation capitaliste, le travail à la chaîne, les 3x8, c'est aussi le dur affrontement avec un système national extrêmement perfectionné : les pressions, les promesses alléchantes, le marchandage organisé dans l'usine et à l'extérieur. Parmi les ouvriers les plus révoltés, les plus actifs contre ce système, certains s'en vont ailleurs, écorchés, cherchant de meilleurs salaires et une ambiance de travail moins étouffante.

Dans ces conditions, il est difficile d'organiser politiquement et syndicalement les ouvriers.

La CGT se construit à l'usine, Joël Perret y adhère, mais fin 1973 devant le manque de dynamisme de ce syndicat et après s'être battu contre le refus du syndicat fortement influencé par le PCF, de soutenir la lutte de Lip, il se lance dans la construction d'une section syndicale offensive qui s'appuie sur la volonté de lutte des travailleurs et non sur le découragement et la soumission devant Michelin.

En début d'année 1976 un vent de révolte accumulée pendant plusieurs années souffle sur les usines Michelin, des mouvements ont lieu dans plusieurs usines de France, les trois usines d'Espagne se sont dressées à la fois contre Michelin et contre le régime franquiste.

Joël Perret s'affirmera comme un militant communiste exemplaire dans le déclenchement de la lutte, son organisation et la coordination entre les différentes usines, des rencontres seront organisées, y compris avec les délégués des Assemblées générales des usines d'Espagne. Une grève tournante sera menée pendant plusieurs semaines.

A la fin de la lutte, une cellule du PCR ml s'est montée dans l'usine, la CGT manipulée par le PCF recule de façon importante aux élections professionnelles, la CFDT double son nombre de voix et de délégués.

C'est au cours de cette lutte que Joël Perret constituera une cellule d'entreprise. Il est aujourd'hui membre du Bureau politique du PCR ml, et a été désigné pour affronter Georges Marchais.

**Suppléant**

**Nicolas VALLET**

**Enseignant**

Nicolas Vallet s'est engagé, à partir du mouvement de mai 1968, dans le combat révolutionnaire. Il a contribué depuis lors au développement des forces communistes dans notre pays, en participant notamment à leur effort de presse et de propagande.

35 ans, marié, père de deux enfants, il est enseignant à Paris.

Val de Marne 1<sup>ère</sup> circonscription

## UN VRAI OUVRIER CONTRE UN FAUX COMMUNISTE

Quand Marchais, l'homme d'appareil, s'est trouvé propulsé à la tête du PCF, après la mise au rencart définitive de Waldeck Rochet, il a fallu lui trouver une circonscription où il se fasse élire, où il acquière donc le statut de parlementaire, qui lui manquait. C'est alors que Marie-Claude Vaillant-Couturier dut lui céder son siège de député de la 1<sup>ère</sup> circonscription du Val de Marne, pour les élections de 1973.

Le nom de Vaillant-Couturier (même s'il n'en restait plus que le nom) remplacé par celui de Marchais c'est là tout un symbole.

Car Marchais, tel qu'il s'exhibe à la télévision, tellement histrion qu'il semble parfois se caricaturer lui-même, c'est bien le visage même du PCF dégénéré, contre révolutionnaire d'aujourd'hui.

Par son histoire même d'abord : il a travaillé jusqu'en 1942, comme ouvrier de l'aéronautique. Mais quel ouvrier ! Le Front Populaire ? «Je regardais cela d'assez loin» dit-il. Par contre, il garde un souvenir ému de son chef d'équipe : «Chaque jour, à midi, aussitôt le repas avalé, on allait avec lui tourner autour des avions». La guerre ?

Une épaisse obscurité enveloppe cette période de sa vie et l'on n'explique toujours pas nettement comment il se trouve en Allemagne travaillant dans une usine pour l'effort de guerre nazi. Résister ? Pas question : «Que faire ? Résister, mais avec qui ?... Si on avait organisé un référendum en 40 et même 41, Pétain aurait eu 90 % des voix». Tout au moins, celle de Marchais, c'est sûr. La Libération ? Aucun souvenir. Par contre celui de son patron, Voisin, est ineffaçable : «Je le voyais souvent, c'était un visionnaire étonnant, un homme extraordinaire».

Voilà comment Marchais, sans la moindre vergogne, nous raconte son passé, l'époque où des milliers de communistes et de patriotes sont morts dans la lutte ! Entré au PCF en 1947, il devient désormais permanent en 1952.

Voilà l'homme qui voudrait se présenter comme représentant de la classe ouvrière, comme l'héritier des traditions révolutionnaires du PCF !

C'est bien «le représentant le plus typique» et le porte-parole le plus en vue d'un PCF qui a complètement tourné le dos

à toute perspective révolutionnaire et s'y oppose farouchement. A travers ses performances d'acteur de télévision se révèle crûment le visage d'une nouvelle bourgeoisie en mal de s'emparer par tous les moyens du pouvoir : de la démagogie grossière à la menace, en passant par la vulgarité qu'il veut faire passer pour populaire, le même mépris des masses, la même volonté de les manipuler.

La droite présente contre Marchais un «nouveau philosophe» Benoist, ultrarévolutionnaire et Auguste Lecœur transfuge du PCF. Tous deux, par des moyens différents, cherchent à dévoyer les défiances ou les oppositions légitimes à l'égard du PCF dans le sens de l'anti-communisme.

L'UOPDP, en présentant son candidat Joël Perret, ouvrier communiste, entend, tout à fait à l'opposé engager un combat de classe sur le terrain, contre le projet capitaliste d'Etat du PCF, contre son emprise pesante, pour développer l'autonomie du mouvement de masse, la perspective du socialisme.

C'est pourquoi la bataille qui se mène dans cette circonscription nous importe et nous concerne tous.

Le PCF à Villejuif, Gentilly, Arcueil

## DES DÉMOCRATES A VISAGE POLICIER

Circonscription essentiellement populaire, la 1<sup>ère</sup> du Val de Marne regroupé les municipalités de Cachan (PS), Gentilly (PCF), Arcueil (PCF), Villejuif (PCF) et Kremlin-Bicêtre (majorité). Ouvriers, employés, hospitaliers et maintenant chômeurs, car ils sont en nombre, constituent l'essentiel de la population de ces cités de la proche banlieue Sud, traversées par la RN 7 et la RN 20. Des usines importantes, il y en a relativement peu, hormis dans l'alimentation (GEO) et dans la pharmacie. Pour le reste quatre grands centres hospitaliers (Bicêtre, Paul Brousse, l'Hôpital psychiatrique de Villejuif et l'Institut Gustave Roussy). Enfin une nuée de PME (métallurgie, bois, plastique, confection), où l'exploitation des travailleurs est des plus dures...

«Le parti des pauvres», «le parti des travailleurs», «de la démocratie», ces thèmes de propagande du parti de Marchais sont ressassés à longueur de colonnes dans les bulletins, tracts et affiches. Mais qu'en est-il exactement de cette démocratie «au service des pauvres» dont se réclame le PCF ?

Quand les travailleurs de Gustave Roussy luttèrent pour leurs conditions de travail, les autres hospitaliers étaient tenus à l'écart de cette lutte. Les dirigeants PCF de l'UL-CGT empêchaient toute coordination, lors de la fermeture du Centre hospitalier Privé d'Ivry. Alors même que la pénurie d'effectifs était de plus en plus criante, que la répression s'exerçait contre les élèves infirmiers de l'hôpital psychiatrique, de quel côté se trouvait donc le «parti des pauvres» ? Il empêchait toute action de s'organiser, de déboucher. Mieux, Roméo conseiller général PCF, membre de la commission de Discipline de l'hôpital psychiatrique et y disposant d'une «voix prépondérante» tranchait à plusieurs reprises dans le sens de la sanction envers des élèves jugés trop remuants, ou trop «contestataires». Plusieurs élèves se retrouvèrent licenciés de ce fait !

Le PCF prétend être le «parti des libertés». Pendant le même temps, il mène campagne pour la «sécurité», reprenant et développant les arguments les plus réactionnaires, ceux là même utilisés couramment par Peyrefitte. Ou'on en juge d'après cet extrait de la lettre, toute

Bourgeoisie traditionnelle et nouvelle bourgeoisie.



Coupage de La Voie Nouvelle journal du PCF de la 1<sup>ère</sup> circonscription

récente, adressée par le maire PCF de Villejuif à ses administrés. Il y réclame notamment :

1. L'ouverture rapide d'un véritable commissariat;
2. L'ouverture immédiate du bureau de police la nuit;
3. la mise en place à Villejuif d'un véhicule constituant une antenne permanente du commissariat de ...illy;
4. l'attribution des moyens nécessaires à la réfection et à l'entretien d'un local de 60m carré que nous venons de mettre gratuitement à la disposition d'une brigade territoriale de la police judiciaire qui, jusqu'à ce jour n'a pas le moindre budget de fonctionnement.».

«Ces quelques mesures doivent être soutenues pour un développement de l'activité de prévention en profondeur pour laquelle il faudra aussi que nous agissions. Par exemple, pour le rétablissement des gardiens de la paix ilotiers, connaissant parfaitement le quartier, ses habitants et ses habitudes. Par exemple, aussi pour la naissance de clubs de prévention sur notre territoire.».

Lorsque le bureau de poste de Villejuif est victime d'un hold-up, Marchais en

personne demande par lettre l'ouverture d'un commissariat ! Pendant qu'il réclame à grand bruit plus de flics, le PCF cherche à étouffer toute opposition, toute vie politique réelle. En 76, plusieurs de ses nervis, chiens policiers en laisse viennent provoquer des camarades marxistes léninistes, qui étaient en train de coller des affiches contre la dictature franquiste !

Malgré tout cela le PCF n'est jamais le dernier quand vient le tour de la «récupération» : quelques colis de Noël lui permettent d'appuyer à bon compte (par une campagne d'affiches démagogiques) sa rupture avec son rival PS. Il y a quelques années ses hommes essaient de s'interposer par la force à la projection d'Histoire d'A au théâtre de Villejuif. Aujourd'hui il se vante d'avoir été parmi les premières villes à en organiser la projection ! Après avoir empêché la constitution d'un groupe de femmes CGT, il fait sa campagne aussi sur le thème de l'émancipation des femmes ! Mais malgré son poids, ses manœuvres, ses menaces, l'influence politique du PCF dans la circonscription marque le pas. En 62, il obtient 50,04 % des suffrages au premier tour, pour passer à 48 % puis à 43,77 % lors de la candidature Marchais en 73.

## Vie et activité des Comités

### GRENOBLE

Une conférence de presse de l'UOPDP a eu lieu à Grenoble le jeudi 2 février.

Les journalistes de *Libération*, du *Matin de Paris*, de *Rhône-Alpes*, de *Ville Ouverte* et d'un journal local de Meylan étaient présents, tandis que le *Dauphiné Libéré* s'était fait transmettre les informations par téléphone.

La conférence de presse a débuté par une présentation des bases politiques de l'UOPDP, puis des candidats de l'Union.

Les questions des journalistes et les réponses apportées ont été l'occasion de préciser l'analyse politique de la plate-forme de l'Union et de définir les objectifs que nous visons pour construire l'indépendance du mouvement ouvrier vis-à-vis de la gauche. Il a été souligné également le caractère prolétarien des candidatures présentées.



De gauche à droite : Anne-Claire Gallet, infirmière, (supp. 1<sup>re</sup> circ.), Jean Cherhal, ouvrier à Raymond Bouthon, (candidat 2<sup>e</sup> circ.), Rémi Baldacci, employé, (candidat 1<sup>re</sup> circ.), Michel Dubarry, ouvrier à Rhône Poulenc Textile, (candidat 3<sup>e</sup> circ.) et Ivan Samson, étudiant, (supp. 3<sup>e</sup> circ.), et Yolande Liviani, animatrice, (supp. 2<sup>e</sup> circ.)

### LILLE

Le jeudi 2-2-78, 10 associations s'occupant du Tiers Monde interpellaient les candidats aux législatives sur la question du Tiers Monde.

Devant plus de 300 personnes furent abordées les questions suivantes :

- Le nouvel ordre économique international
- La paix dans le monde,
- Les travailleurs immigrés,
- Le rôle de l'information.

Autant de questions essentielles auxquelles devaient répondre les candidats présents : Nouvelle action française (royaliste), CDS (Centre des démocrates sociaux : majorité), PCF, PS, Radicaux de gauche, PSU, Ligue communiste (trotskyste) et face à tout ce beau monde les candidats de l'UOPDP dans la 1<sup>re</sup> circonscription (Marc Leblanc et Anne Marie Flamme) et un représentant des écologistes.

Chacun fit une présentation générale de ses positions : le candidat de l'UOPDP exposa l'analyse des 3 mondes, le danger de guerre rendu inévitable par la rivalité des deux superpuissances, le rôle moteur du Tiers Monde ; il dénonça les mesures Stoléro et la position des

partis y compris de gauche tant du point de vue de leur attitude à l'égard des luttes du Tiers Monde, qu'à l'égard des mesures Stoléro.

Sur la quinzaine de questions posées par le public, 4 s'adressaient à nos candidats qui purent ainsi mieux développer notre point de vue :

- Caractère agressif de l'impérialisme russe ; s'adressant au Mouvement de la Paix (qui ne répondit rien), notre candidat déclara : « Ne pas le dénoncer, c'est s'en rendre complice car c'est lui qui menace la paix ».
- Lutte des travailleurs immigrés résidents des foyers Sonacotra.
- Néocolonialisme etc...

Positions claires et fermes qui contrastaient avec celles embrouillées ou embarrassées des partis y compris PS, PCF et autres PSU ou Ligue trotskyste.

Le représentant écologique dénonça de son côté concrètement la soit disant aide de la France aux pays du Tiers Monde.

En fin de réunion, plusieurs personnes ont pris contact avec nos candidats.

### DUNKERQUE

A Dunkerque, deux réunions se sont déjà tenues. Une première à l'appel du Comité d'initiative national, et une seconde en tant que comité local. Plus de 25 personnes y ont participé. Les débats politiques ont porté sur l'Appel national et sur l'analyse de la situation politique aujourd'hui. A ce propos, il a été discuté de la nécessité de présenter des candidats, et pourquoi non seulement ce n'est pas entrer dans le jeu électoral bourgeois, mais au contraire c'est se saisir des possibilités qu'offre le débat politique à cette occasion pour faire connaître l'Union et la développer.

C'est au travers du débat que le comité a pu avancer dans son travail. Ainsi, suite à une question d'une ménagère sur les dangers de répression des révolutionnaires en cas de victoire de l'Union de la gauche, le débat a porté sur les dangers de répression sur l'ensemble des travailleurs. On a vu ensuite la nécessité de créer et renforcer l'Union, c'est-à-dire une organisation qui puisse présenter une perspective autonome par rap-

port aux partis de droite et de gauche. Les discussions portent sur tous les problèmes qui se posent aux masses aujourd'hui, sous le double aspect d'une volonté de lutte contre l'exploitation, et d'une aspiration à une société radicalement différente, le socialisme. Il a déjà été discuté de la nécessité de demander la dissolution de tous les corps répressifs, d'exiger l'interdiction d'utiliser l'armée comme bris-souse de grève.

Deux mères de famille ont demandé à ce que le comité se batte pour l'humanisation des crèches, pour leur création sur le lieu de travail, pour une véritable gratuité de l'avortement, pour le développement de la contraception.

Toutes ces discussions nous montrent la nécessité de renforcer rapidement notre comité local. Pour gagner en efficacité dans notre travail, un bureau a été mis en place, et l'ensemble des participants du comité a pris en main les tâches de diffusion de l'appel du comité d'initiative national de l'UOPDP.

Corr. DUNKERQUE

## Le courrier de l'UOPDP

### De nouveaux comités

- |                   |   |
|-------------------|---|
| - Martigues       | - Dunkerque                               |
| - Vitrolles       | - Malakoff                                |
| - Gardanne        | - Paris 13 <sup>e</sup>                   |
| - Aix-en-Provence | - Paris 19 <sup>e</sup>                   |
| - Marseille       | - Paris 11 <sup>e</sup> -12 <sup>e</sup>  |
| - Arles           | - Vaux-en-Velin                           |
| - Nîmes           | - Villeurbanne                            |
| - Aubagne         | - Lyon (1 <sup>re</sup> -8 <sup>e</sup> ) |
| - Longwy          | - Vénissieux                              |
| - Nancy           | - Villefranche                            |
| - Thionville      | - Givors                                  |

### Faites-nous connaître vos initiatives !

A la suite de l'appel lancé par le Comité d'Initiative National de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la démocratie prolétarienne, des comités d'initiative locaux se mettent actuellement en place.

Nous nous proposons de publier dans ces pages le compte-rendu de l'activité de ces différents comités locaux, leur lutte contre les candidats bourgeois dans la campagne électorale, la manière dont dès aujourd'hui ils concentrent les aspirations de la classe ouvrière à l'autonomie par rapport aux partis de gauche.

Moyen d'échange et d'information, la publication de tels compte-rendus montrera de façon concrète comment l'UOPDP vit et se développe aujourd'hui.

*Si j'ai pris l'initiative de vous écrire, c'est que suite à mon séjour à Lutte Ouvrière (...) j'ai lâché un peu «la politique» par manque d'information sur les autres organisations et faute de volonté personnelle mais je me rend compte que cultiver son désespoir à long terme d'année n'a rien de bon et que cette voie-là est trop facile, prise par trop de gens et de n'importe quel bord et surtout qu'elle n'aboutit à rien sinon aux changements de plus en plus mauvais dans la continuité pourrie de cette société.*

*J'espère que vous voudrez bien vous faire connaître et m'enverrez quelques éclaircissements. Je vous salue en attendant.*

Sylvie A.  
Aix en Provence

### Soutenez financièrement les candidats de l'UOPDP

Une campagne électorale coûte chère. Qu'ils soient de droite ou de gauche, les candidats de la bourgeoisie n'ont aucun problème, ils bénéficient du soutien des banques et des trusts, ils bénéficient tous de sommes d'argent colossales.

Les candidats ouvriers et paysans, eux, ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Leurs forces, ce sont tous ceux qui se reconnaissent dans les propositions de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, tous ceux qui sont prêts, d'une manière ou d'une autre, à participer à ses côtés à la bataille politique qui s'engage.

**Ouvriers, paysans, travailleurs : les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne défendent vos intérêts, ils sont vos candidats : soutenez-les ! Le soutien financier est aussi un soutien politique !**

Envois à : Jean-Louis RABOUTET  
N° 42 121 U.  
Agence G.N. 874 du Crédit Lyonnais  
Centre Commercial du «Luth»  
92 230 Gennevilliers

### MISE AU POINT DU COMITE D'INITIATIVE NATIONAL DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Dans l'appel que notre Comité d'initiative national de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne a lancé et qui fait actuellement l'objet d'une large diffusion, il est écrit au paragraphe «PS-PC : des partis bourgeois» :

«Mitterrand n'a pas viré à droite, il a toujours été à droite.» Cette formulation est à remplacer par la suivante :

«Mitterrand n'a pas viré à droite, il a toujours été réformiste, c'est à dire aux services des intérêts de

### A l'attention des candidats aux élections législatives

La liste de l'UOPDP pourra disposer au premier et second tour d'un temps d'antenne délimité. A une condition c'est que l'UOPDP remette à la commission chargée de délivrer ce temps d'antenne, une lettre de chacun des candidats certifiant sa candidature. Il est donc impératif que les camarades candidats titulaires envoient dès maintenant (avant la fin de la semaine) une lettre signée, à l'adresse du journal, qui les remettra au Comité d'Initiative de l'UOPDP, suivant le modèle suivant : «Je soussigné... candidat titulaire aux élections législatives de mars 78, dans la ...<sup>e</sup> circonscription du département du... certifie sur l'honneur être adhérent de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne (UOPDP), et n'être adhérent d'aucun groupe parlementaire.  
Fait à... le... signature...».

### MEETINGS

Lyon :  
Palais des Congrès  
4 mars à 15 h

Rennes :  
Salle des Lices  
26 février à 14 h

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Stoléro prépare la répression

## Nouvelle attaque contre les grévistes de la Sonacotra

(suite de la page une)

QU'EN EST-IL RÉELLEMENT ? QUI EST RESPONSABLE DE L'INSÉCURITÉ ET DE LA VIOLENCE CONTRE LES TRAVAILLEURS ?

1- Le premier responsable, c'est le pouvoir qui désigne les travailleurs immigrés comme responsables de la crise et prend, au mépris de sa propre légalité, les mesures racistes de Stoléro, traque et fouille les immigrés dans le métro, les parcs dans des prisons clandestines (Arenco et Dépôt à Paris) et les expulse par milliers de façon arbitraire.

2- Les responsables, c'est aussi le CNPF qui demande le renvoi d'un million de travailleurs immigrés d'ici 1985 ; c'est la presse de droite qui, tous les jours, appelle au rejet des travailleurs immigrés et à l'acceptation par l'opinion des agressions perpétrées contre eux, et les fractions fascistes d'extrême-droite dont l'activité principale est d'agresser et d'assassiner les travailleurs immigrés en toute tranquillité.

3- Et, à l'intérieur des foyers enfin, c'est bien la Sonacotra et ses gérants racistes qui,

- Arme au poing et chien dressé à la main, forcent l'entrée des chambres, comme à Nanterre pour intimider les résidents grévistes ;

- Maniant habilement la délégation, appellent la police à faire des incursions dans les foyers pour les moindres prétextes ;

- Paient des provocateurs extérieurs pour venir casser les placards et le matériel, et désignent les résidents après ;

- Développent et encouragent dangereusement le débit de boissons alcoolisées (qui constituent 80 % des stocks du bar) et les jeux de cartes avec mise d'argent, sources de bagarres fréquentes ;

- Et, dernièrement, prétextant l'insécurité de leurs familles, créent des « groupes d'auto-défense » qui sont en fait des commandos de choc dirigés exclusivement contre les délégués des résidents.

QUI EST VICTIME DE CETTE VIOLENCE ?

Les faits sont parlants : les menaces individuelles, les alertes à la bombe, les agressions, les plasticages, les fusillades et les meurtres, jusqu'ici, n'ont frappé que les résidents.

Le Comité de coordination dresse ensuite la liste des agressions et attentats commis contre eux. Durant les quatre derniers mois, treize attentats ou agressions ont eu lieu dont un qui a coûté la vie à un travailleur.

A propos de l'agression de Berles, le Comité de coordination indique que ce gardien a été attaqué par un individu, n'ayant rien à voir avec les résidents et inconnu au foyer d'Argenteuil.

Le Comité de résidents de ce foyer a d'ailleurs condamné sévèrement cette agression le lendemain même devant une assemblée générale de résidents convoqués à cet effet.

LA GREVE N'ENTRAINE NI VIOLENCE NI INSÉCURITÉ

Le Comité de coordination indique enfin que la grève n'est en rien une cause de violence. Au contraire, elle a permis de développer l'amitié entre les vingt-quatre nationalités de résidents, entre les Français et les immigrés, elle a permis de développer les activités culturelles qui enrichissent la vie des foyers et des résidents. Elle a permis de lutter dans certains foyers contre l'abus d'alcool et contre les jeux d'argent généralisés de bagarres.

Cette grève est aussi dirigée contre les violences racistes, contre la répression quotidienne dont les travailleurs immigrés sont victimes.

Le Comité de coordination appelle les démocrates à le soutenir ainsi que les résidents contre toute tentative de dissolution, d'expulsion et de répression de toutes sortes.

C'est là un appel qui doit et qui sera entendu.

### La lettre de Stoléro

Objet : Sécurité dans les foyers de travailleurs migrants

L'ambiance dans les foyers de travailleurs migrants est actuellement mauvaise et tend à se dégrader. Les refus collectifs de paiement dans les foyers de la SONACOTRA sont à la fois une cause et une conséquence. Des procédures sont actuellement en cours pour recouvrer les redevances. Mais aux problèmes économiques s'ajoutent de plus en plus des problèmes de violence. Les directeurs de foyers et leurs familles, qui vivent dans les foyers, sont souvent menacés et même agressés.

Ainsi, Monsieur Barlesi, directeur du foyer Karl-Marx à Argenteuil, a été victime d'une double fracture du nez. L'instauration d'un climat de violence est inadmissible. Je crains fort que certains directeurs de foyers ne répondent aux provocations. Aussi, je souhaiterais que la plus grande diligence soit apportée à l'instruction de dossiers tels que celui de Monsieur Barlesi.

J'ajoute que le Comité de coordination des foyers SONACOTRA, organisation dont le siège est 14 rue de Nanterre, 75015, Paris, semble contribuer à ce climat de violence. Je souhaiterais savoir si cette association qui édite des tracts et organise des manifestations a une existence administrative.

Dans le cas contraire, je vous serais reconnaissant de m'indiquer les mesures qu'il vous paraîtrait opportun de prendre de concert éventuellement avec Monsieur le Garde des Sceaux et moi-même.

Lionel STOLÉRO

## «L'information baillonnée»

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) de la section syndicale FR3 vient de publier un livre blanc intitulé «L'information baillonnée». Ce livre, riche en exemples concrets et révélateurs nous montre, faits à l'appui, que les journalistes de ces stations régionales de télévision sont soumis à des pressions politiques ouvertes.

Sous la IVe République, les directives ministérielles pleuvaient sur les journalistes de télévision. Aujourd'hui, il en est encore ainsi, à une légère différence près : les pressions se font souvent plus subtiles.

C'est, entre autres choses, pour masquer ses pressions politiques que le gouvernement procéda, en 1974, à la division de l'ORTF en trois sociétés différentes : les pressions étaient plus aisées sur les sociétés éclatées. La reprise en main s'accroît.

Aujourd'hui, les pressions sont de deux types : directes et indirectes.

Directs sont les coups de téléphone des Renseignements généraux aux journalistes ; les interventions ouvertes des hommes politiques, leurs lettres de protestation ou les plaintes qu'ils déposent (même à la préfecture).

Indirects sont les divers arguments mis en avant par les rédacteurs en chef : «Cela n'intéresse pas les gens», «Nous n'avons pas la place de passer cela...» et l'on censure, on coupe,

on réduit, quitte à rendre le reportage incompréhensible ou insipide. Plus simplement, le journaliste s'entend répondre : «Nous n'avons pas les moyens financiers de...».

A GAUCHE AUSSI

Les leaders de la gauche se sont régulièrement plaints de ce manque d'objectivité de la télévision (et des autres moyens d'information).

Aussi est-il intéressant de savoir que le Syndicat national des journalistes déclare que, quel que soit le gouvernement, de gauche ou de droite, le problème resterait le même. Preuve en est le fait que les leaders politiques exerceront eux aussi leurs pressions sur les journalistes.

Lors de la conférence de presse, un journaliste a ex-

pliqué comment, à plusieurs reprises, il s'était fait interpellé par Defferre parce que ce qu'il disait ne plaisait pas à ce vieux politicien rabougri.

Voilà pourquoi les journalistes du SNJ précisent : notre objectif «n'a jamais été de faire pression sur tel ou tel parti, voire de peser sur les échéances électorales (...). Nous continuerons à mener la lutte, quel que soit le pouvoir».

Encore, soit dit en passant, un cas concret où les intéressés ne se font pas d'illusions ni sur la droite ni sur la gauche.

On peut se procurer ce livre blanc au Syndicat national des journalistes, pièce 86-21, Maison de Radio-France, 116 avenue du Président Kennedy, 75016 Paris (15 F.). C'est un document aussi passionnant à lire qu'un bon roman...

## Séguy appelle à voter PCF

### L'exception qui confirme la règle

Judi, Séguy a protesté. Il avait, mardi, pris la parole dans un meeting de Marchais, que Séguy présidait d'ailleurs, pour dire : «Le seul moyen qu'ont les travailleurs de peser de tout leur poids à l'heure des décisions capitales, c'est de concentrer leurs suffrages, le 12 mars, sur les candidats du PCF». Il avait précisé que s'il prenait ainsi officiellement position, c'était «l'exception qui confirme la règle».

Or, ne voilà-t-il pas que les journaux, la radio et la télévision ont déclaré : le secrétaire de la CGT appelle à voter communiste... C'est faux, déclare Séguy, j'ai parlé en tant que membre du Bureau politique du PCF et non pas en tant que secrétaire de la CGT. Nuance...

Que Séguy appelle à voter PCF n'est pas un fait nouveau. Déjà, lors des dernières législatives, il s'était engagé dans la bataille pour soutenir Marchais.

Que Séguy soit l'homme du PCF à la tête de la CGT n'est pas non plus une révélation. Toute son activité le prouve : il ne cherche qu'à placer la CGT dans l'orbite de l'Union de la gauche (défunte) et plus précisément dans l'orbite du PCF. C'est, par exemple, parce qu'ils refusaient le Programme commun que

des militants révolutionnaires furent exclus de la CGT, antistatutairement, par la Confédération.

Cette prise de position, c'est bien «l'exception qui confirme la règle» comme le dit Séguy. L'exception, c'est qu'il apparaisse PUBLIQUEMENT comme l'homme du PCF. La règle, c'est qu'il joue ce rôle quotidiennement.

Toutefois, la prise de position officielle de Séguy est nouvelle dans une certaine mesure, comparée à la tactique que développait le

PCF, ces derniers mois. Dans toutes ses déclarations publiques et tous ses meetings, Marchais et les siens affirmaient l'indépendance de la CGT par rapport au PCF.

Mais si maintenant Séguy se voit obligé de lever la voile, de mettre par terre cette belle tactique, c'est que le PCF est inquiet à la veille des élections. Le Comité central a jugé bon de mettre le poids de Séguy dans la balance. Ce fut le meeting de mardi, un soutien à Marchais qui

joue gros et n'est pas sûr de gagner.

Qu'un responsable syndical ait ses préférences politiques, c'est son droit. Comme c'est le droit de tout syndicaliste de base. Qu'il les exprime publiquement, c'est outrepasser ses droits, marcher contre la volonté d'une partie importante des syndicalistes. Qu'il fasse cela en mettant un jour sa casquette PCF et le lendemain sa casquette CGT pour donner le change, c'est se moquer des militants de base !

### Un écologiste nous écrit

«J'ai beaucoup apprécié l'éditorial de Jacques Jurquet sur le collectif Écologie 78, je vous annonce qu'il y aura un candidat écologiste dans la deuxième circonscription et nous vous demandons votre soutien ainsi que celui de vos camarades qui y sont résidents comme notre ami commun avec qui j'ai milité quand j'étais en faculté à Nice en 76...»

C'est avec grand plaisir que nous avons reçu d'un écologiste du Var une lettre dont nous citons cet extrait et dans laquelle il invite les marxistes-léninistes de la région à une prochaine réunion.

### ● Marseille

## La marche sur Arenco interdite

Pour la troisième fois, la marche sur la prison clandestine (pour immigrés) d'Arenco à Marseille est interdite. C'est la troisième manifestation interdite, après celles de mars et juin derniers.

Le 4 juin, la manifestation s'était tenue malgré l'interdiction. Le Collectif national contre la prison clandestine maintient son appel à manifester le 11 février.

Des cars sont attendus de toute la France pour cette journée. Un meeting aura lieu vers 15 heures et des chanteurs immigrés se produiront.

## Bernard Fournier au nom de l'UJP Pas de consigne au second tour

L'Union des jeunes pour le progrès (UJP) présentera une quarantaine de candidats aux législatives et ne donnera pas de consigne de vote au second tour, a annoncé son président, Bernard Fournier, lors d'une conférence de presse, jeudi.

L'UJP a fait le choix de présenter des candidats dans les circonscriptions «occupées ou briguées par des responsables politiques de la majorité ou de l'opposition pour bien montrer son désaccord avec la majorité giscardienne et l'opposition socialo-communiste».

Fournier a précisé : «Dans le cas où nos candidats ne pourront pas se maintenir au second tour, ils se retireront purement et simplement». Ni droite, ni gauche, donc, au second tour pour les membres de l'UJP.



## ● Paris 19e LES OUVRIERS DE PHYDOR OCCUPENT

Lundi 6, devant la menace de fermeture de leur usine et des 536 licenciements que cela entraîne, la totalité des ouvriers et ouvrières de Phydor décident l'occupation complète des locaux. Leurs revendications sont le maintien de l'emploi, le paiement de leurs salaires.

La biscuiterie Phydor, située face au parc des Buttes-Chaumont, intéresse au plus haut point les requins de la spéculation immobilière qui veulent faire du 19e un quartier résidentiel, aux immeubles luxueux et de bon rapport.

Pourtant, Phydor est viable et les carnets de commande sont pleins. Mais comme beaucoup de boîtes sur Paris, elle est menacée aujourd'hui de fermeture complète et de destruction.

Les conditions de travail sont particulièrement pénibles et les accidents du travail sont nombreux, faute d'installations de sécurité. La répression est très dure, et pour le moindre motif,

les ouvriers sont mis à pied. Les plus bas salaires ne dépassent pas 1 600 F et beaucoup d'ouvriers habitent en dehors de Paris.

Les ouvriers et les ouvrières de Phydor ne se sont pas laissés intimider par les menaces, les brimades et les lettres de licenciements qu'ils viennent de recevoir. Ils sont déterminés à préserver leur emploi et à lutter le temps qu'il faudra. L'usine doit reprendre, oui, mais avec de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires.

Il leur faudra vaincre les obstacles de toutes sortes qui ne manquent pas déjà de se dresser devant eux : l'isolement, la démobilité ou le pessimisme.

Seule la détermination de l'ensemble des ouvriers et ouvrières de Phydor à lutter contre tout licenciement et pour le redémarrage de l'usine, ainsi que le soutien qui, d'ores et déjà, s'organise sur le quartier, permettront la victoire complète de leur lutte.

Correspondant HR 19e

## ● SNECMA-Corbeil

# La productivité contre les ouvriers

« Nous refusons de travailler sur deux machines et de prendre la place des chômeurs ». Les soixante-dix tourneurs qui travaillent sur machines à commande numérique donnaient jeudi une conférence de presse, après une semaine de grève.

Leur lutte se heurte de front au plan de la direction visant à augmenter les profits.

Ce plan, appliqué par la direction de l'entreprise nationale, est synonyme de chômage et d'exploitation accrue.

Les 14 000 salariés de la SNECMA dont le patron n'est autre que l'État, savent à quoi s'en tenir quant à la politique de lutte contre le

chômage et de revalorisation du travail manuel.

En 1977, sept cents travailleurs ont été licenciés, licenciements camouflés en pré-retraite, de nombreux autres ont été touchés par des mutations plus ou moins autoritaires.

L'embauche est arrêtée et pour « réduire les effectifs », la direction a aussi recours au fameux article 31 de la convention collective de la métallurgie qui permet le licenciement des travailleurs en longue maladie. Elle licencie aussi avec la complicité de la médecine du travail au nom d'une soi-disant « inaptitude au travail en milieu industriel ».

Ça c'est le premier volet du plan, le second consiste à exploiter au maximum la force de travail des ouvriers. C'est dans ce but qu'elle a mis en place un système informatique baptisé CESAR. (contrôle efficace et sûr de l'activité réalisée), véritable ordinateur-flic dont les terminaux sont présents dans tous les ateliers.

Le but officiel de ce CESAR, c'est de contrôler l'activité des ouvriers, leur présence à l'usine, leurs présences au poste de travail, le temps passé sur chaque bon et le temps en inactivité.

En même temps, les ma-

chines outils classiques sont de plus en plus remplacées par des machines à commande numérique (c'est à dire des machines dont le cycle de travail n'est plus commandé directement par l'ouvrier, mais par un programme que la machine tient en mémoire). Non seulement l'utilisation de telles machines diminue considérablement les temps de production, mais en plus, les capitalistes en prennent prétexte pour diminuer la qualification, réalisant ainsi un double gain.

La direction non-satisfaite de l'augmentation des profits ainsi réalisée voudrait obliger les ouvriers à faire fonctionner deux machines à la fois.

C'en est trop, les travailleurs refusant le chantage et les menaces de la direction, se mettent en grève exigeant le maintien sur une seule machine.

La direction pensait venir à bout de leur résistance en les achetant avec une prime de 200 F ; cette prime, les travailleurs l'ont rejetée comme une insulte.

Au cours de la conférence de presse, ils ont souligné ce fait que les progrès considérables de la technique qui devraient permettre de soulager le travailleur ne servaient entre les mains des

capitalistes d'une part, qu'à aggraver l'exploitation des travailleurs, véritables esclaves de la machine, et d'autre part, qu'à grossir le nombre des chômeurs.

Et c'est justement, qu'ils lient la lutte contre l'aggravation des conditions de travail à celle contre le chômage.

La direction face à leur détermination unanime, (qui s'exprime dans les assemblées générales et le comité de grève qu'ils ont élu - sur 70 grévistes, seuls quelques uns sont syndiqués) essaiera sans doute de recourir à la sous-traitance pour briser leur grève.

C'est pourquoi ils lancent un appel à la solidarité aux travailleurs des autres centres SNECMA et aussi à ceux de Turbomeca et Malichaux où le travail serait susceptible d'être envoyé.

## ● Henfer (Millau) Usine occupée depuis le 20 janvier

En 1971, l'usine de chaudières « Henfer », à Millau, comptait 130 ouvriers. C'est l'époque du premier dépôt de bilan. L'usine est divisée en deux, le personnel est réduit.

En 1974, une des deux usines ferme, 2e dépôt de bilan pour l'usine d'Henfer. L'usine est alors reprise par un autre patron : aucune étude n'est faite pour relancer l'entreprise. Les investissements sont inexistant, les outils de travail sont vieux, la gestion est lamentable. Exemple : les ouvriers passent 40 % de leur temps à la manutention et seulement 60 % en heures productives.

Actuellement, les 47 travailleurs de chez Henfer sont licenciés après un dernier dépôt de bilan.

Les travailleurs occupent l'usine depuis le 20 janvier. Ce n'est pas la première fois que les travailleurs mènent une lutte, ils ont derrière eux une tradition de luttes :

- En 1972, les travailleurs ont débrayé en solidarité avec le peuple chilien.

- En 1974, ils ont lutté pendant huit mois contre les licenciements et pour que la production continue.

- Plus récemment, ils ont tous été au tribunal soutenir les paysans du Larzac qui passaient en jugement.

Pour l'instant, leur action consiste à populariser la lutte auprès des travailleurs et de la population millavoise, principalement par la diffusion d'un tract : « Nous appelons tous les Millevois qui se trouvent aujourd'hui dans notre situation à se battre, tous ceux qui ont

un emploi à se mobiliser et à réagir en nous soutenant dans nos actions futures... ».

Ils se sont mis en rapport avec les pouvoirs publics, chambre des métiers, etc. mais n'en attendent rien.

Ils ont aussi pris contact avec les paysans du Larzac et soulignent que les paysans et les travailleurs mènent un même combat pour vivre et travailler au pays.

Il est important de noter que les femmes des travailleurs participent à la lutte et mènent des actions concrètes : réunions, tracts...

Le patron ne recherche aucune solution alors que les travailleurs sont sûrs qu'il serait possible de continuer la production. La liquidation d'Henfer se place dans un processus voulu

par les pouvoirs publics et avec l'accord tacite du patron : faire de notre région un désert.

Face au patron et aux pouvoirs publics, la détermination des ouvriers d'Henfer est grande.

« On a une volonté déterminée de se battre, on se battra... Pour nous, c'est par les actions que l'on fera et notre détermination dans la lutte que l'on obtiendra quelque chose pour Henfer... C'est la base qui décide, c'est elle qui mènera la lutte, les travailleurs sont bien décidés à ne pas se laisser récupérer par un parti politique. NOUS VOULONS VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS !

Correspondant HK

## Soutien aux travailleurs de la CIF en lutte contre les licenciements

Les Paysans-Travailleurs du Perche ont appris par la presse que les ouvriers de la CIF, usine située au Gué-de-la-Chaine dans l'Orne, occupaient leur usine de nouveau, depuis le 30 janvier à 13 h. Cette occupation ayant pour but de refuser les licenciements de trente-deux ouvriers, solution annoncée par le syndicat pour redresser la situation économique de l'entreprise.

Les ouvriers refusent ces licenciements et veulent le départ du PDG, seul responsable de cette situation qui risque d'entraîner le chômage des ouvriers de l'usine.

Paysans-Travailleurs a proposé son soutien, tant moral que matériel, par la vente de produits agricoles au prix payé à la production. Les luttes des ouvriers et des petits et moyens paysans doivent s'unifier contre le système capitaliste (...) qui licencie les ouvriers et fait disparaître les petits paysans.

Paysans-Travailleurs du Perche

## ● Grenoble Educateurs en formation Succès du gala de soutien



Quatre cents personnes ont assisté au gala de soutien des éducateurs en formation en lutte pour le statut de travailleurs sociaux en formation.

ve s'est terminé vendredi 3 février. C'est un semi-échec : leur lutte locale ne pouvait leur permettre d'obtenir leur statut.

Néanmoins, douze bourgeois 4/4 ont été débloqués.

et réparties sur 24 éducateurs en formation.

Samedi et dimanche, aura lieu une coordination nationale des écoles d'éducateurs à Dijon. Correspondant HR

Leur mouvement de arr-

ses 4/4 ont été débloqués.

Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 1978